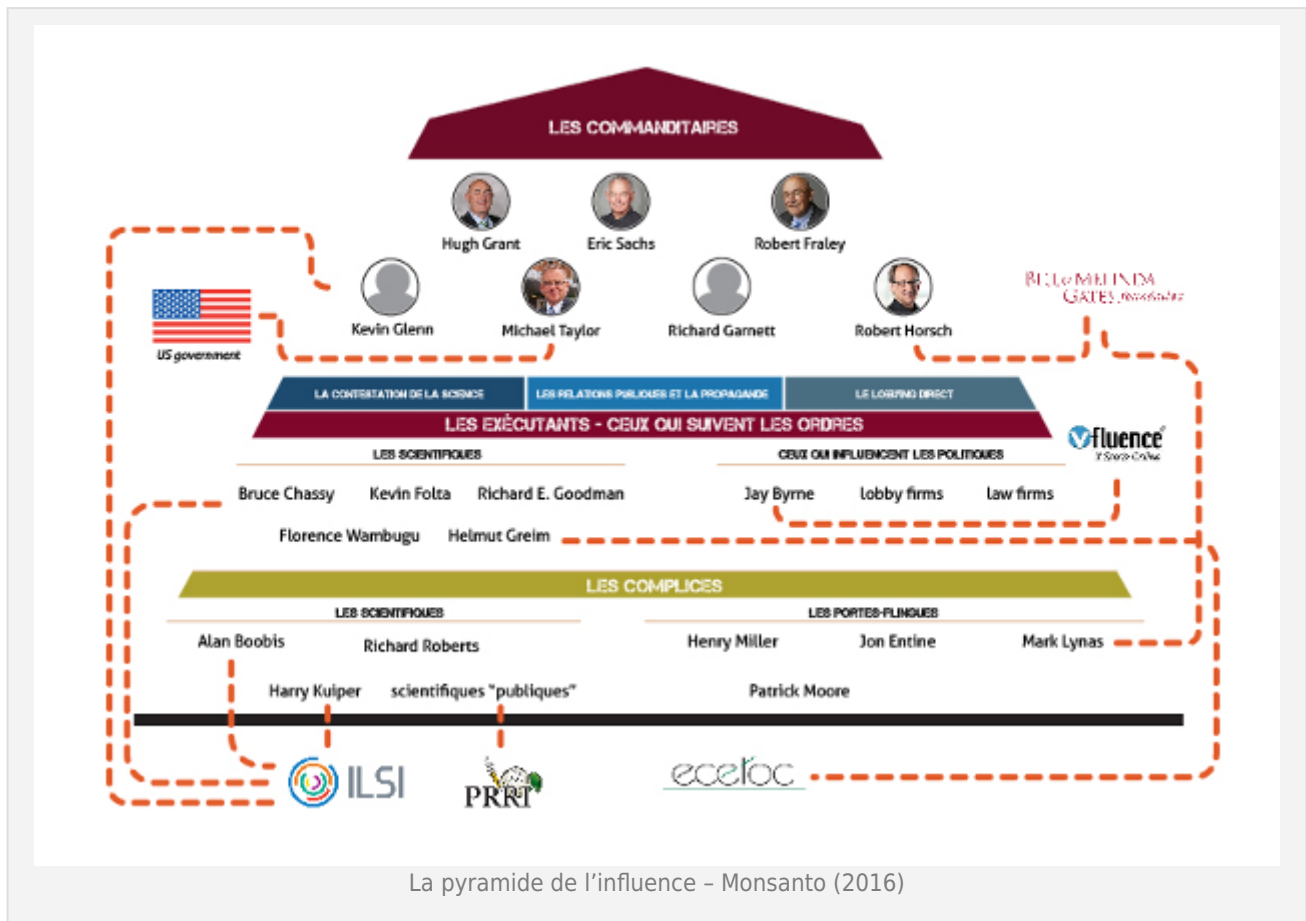


(Source : [Combat Monsanto](#))



Combat Monsanto et Corporate Europe Observatory publient un rapport en français sur les pratiques d'influence de Monsanto et le « lobby OGM » à l'échelle mondiale, européenne et française.



Lobbying, science sous influence, conflits d'intérêts au sein des institutions ou capture de la décision, ce nouveau rapport dévoile les stratégies et les réseaux d'influence de Monsanto dans le monde. Réalisé par l'ONG bruxelloise **Corporate Europe Observatory** (CEO) et Combat Monsanto, le rapport « *Le lobbying de Monsanto : une attaque contre notre planète et la démocratie* » a été publié à l'occasion du **Tribunal Monsanto** à La Haye (Pays-Bas) du 14 au 16 octobre 2016.

Le lobbying de l'industrie se répartit principalement en trois domaines : celui ciblant directement les décideurs ; les relations publiques et la propagande envers l'opinion ; et enfin la contestation de la science.

Pour imposer les OGM ou maintenir des pesticides toxiques sur le marché, les sociétés comme Monsanto sont représentées par de nombreux cabinets de lobbying, coalitions d'entreprises par secteur (chimie, OGM, glyphosate) et disposent de « *leaders d'opinion* » pour vanter leurs louanges dans les médias. Pour diversifier leurs stratégies, ces entreprises

rétribuent, plus ou moins discrètement, des scientifiques qui leur servent de porte-parole non-officiels ou infiltrent les groupes d'expertises (problème des conflits d'intérêts). Elles peuvent enfin compter sur les « portes-tournantes » pour recruter d'anciens hauts fonctionnaires ou dirigeants comme lobbyistes attirés auprès d'administration dont ils connaissent les rouages et disposent du carnet d'adresse.

Les multinationales de l'agro-business mènent également des projets de greenwashing ou faussement humanitaires pour construire une image erronée auprès du public comme cette histoire du « Riz doré » génétiquement modifié ou le soutien à la Fondation Bill & Melinda Gates pour les activités de Monsanto en Afrique dans le but de faire breveter les semences et introduire les OGM.

Commentaire :

Seront-ils [poursuivis par la gentille Nathalie Goulet pour « fausses nouvelles »](#)? Je vous laisse deviner.

« *Les institutions de l'Union européenne et le gouvernement des États-Unis sollicitent souvent elles mêmes le lobbying des entreprises, leur offrant ainsi un accès privilégié aux prises de décisions* » rappelle l'ONG CEO, mentionnant le rôle joué par les multinationales dans les négociations des nouveaux traités commerciaux que sont le CETA (Canada/UE), le TAFTA (USA/UE) ou le TPP (trans-Pacifique). « *Cette symbiose contre-nature permet aux entreprises de capturer les prises de décisions, ce qui a pour conséquence de nous conduire tout droit à une démocratie vidée de sa substance, mais également à la catastrophe environnementale et à de graves injustices sociales* » précise l'ONG bruxelloise.

Ayant participé à la réalisation de ce rapport international, pour la publication de sa traduction française, Combat Monsanto ajoute un chapitre sur quelques-uns des acteurs français du « lobby pro-OGM », démontrant les conflits d'intérêts dissimulés qui entourent encore trop souvent la parole d' « experts » médiatiques ou impliqués dans les prises de décision et la gestion des risques sanitaires.

Commentaire :

Si ce rapport ne s'affiche pas correctement dans le lecteur ci-bas, vous pouvez le télécharger [ici](#).
[monsanto_fr_v2_web](#)

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)

[Pinterest](#)

À lire également :



[États-Unis : Monsanto attaqué en justice par 270 000 agriculteurs bio](#)



[France : lobbying oblige, le glyphosate de Monsanto est là pour rester](#)



[Monsanto : coupable d'atteinte aux droits humains et d'écocide, mais pas condamné](#)



[Monsanto : portrait et historique d'une des sociétés les plus meurtrières](#)